

ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS 34.980/2

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre des Entreprises et Participations publiques, le 25 février 2003, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas un mois, sur un projet d'arrêté royal "organisant les conditions et modalités du transfert de propriété des bâtiments administratifs et logistiques de l'Etat aux communes ou aux zones de police pluricommunales et la détermination des mécanismes de correction et déterminant les principes de la prise en charge par les communes ou les zones de police pluricommunales des locations", a donné le 31 mars 2003 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 34.980/2

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 25 februari 2003 door de Minister van Overheidsbedrijven en Participaties verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste een maand, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot regeling van de voorwaarden en modaliteiten van de eigendomsoverdracht van administratieve en logistieke gebouwen van de Staat naar de gemeenten of meergemeentepolitiezones en de bepaling van de correctiemechanismen en tot regeling van de principes inzake de ten laste neming door de gemeenten of meergemeentepolitiezones van de inhuringen", heeft op 31 maart 2003 het volgende advies gegeven :

Observation générale

L'article 248quater, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, de la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux, dispose que

"... les biens immeubles, propriétés de l'Etat belge et gérés par la régie des bâtiments (bâtiments administratifs et logistique et leurs terrains), qui sont nécessaires pour l'hébergement des fonctionnaires fédéraux, qui...sont déplacés à la police locale, sont transférés en totalité ou en partie aux communes ou aux zones de police pluricommunales dans lesquelles les biens immeubles concernés sont situés."

L'alinéa 4 du même paragraphe prévoit que "la liste des biens immeubles à transférer est fixée par un arrêté royal délibéré en Conseil des ministres et publiée au Moniteur belge. Cette publication rend le transfert opposable aux tiers sans aucune autre formalité".

Il paraît résulter de la combinaison de ces deux alinéas que le transfert de propriété est réalisé immédiatement par la promulgation de l'arrêté royal établissant la liste des biens immeubles, la publication ayant pour effet de rendre ce transfert opposable aux tiers.

L'arrêté en projet prévoit toutefois que le transfert a lieu sous la condition suspensive que les communes et les zones de police pluricommunales n'y renoncent pas dans un délai de soixante jours à partir de la date de la publication de cet arrêté.

Il en résulte que le transfert des immeubles considérés n'est pas effectué d'office, mais est soumis à une condition purement potestative dans le chef de la commune.

Si une telle mesure paraît a priori peu compatible avec les dispositions précitées de l'article 248quater, elle semble toutefois pouvoir être admise, dès lors qu'elle a été prévue implicitement par l'article 135 de la loi-programme du 2 août 2002. Cette disposition crée, en effet, un fonds budgétaire, alimenté notamment par le "produit de la vente d'immeubles délaissés par les communes et les zones de police pluricommunales" et par le "loyer que les communes et les zones de police pluricommunales paient pour l'occupation temporaire d'immeubles auxquels elles ont renoncé à l'occasion de leur transfert" en application de l'article 248quater de la loi du 7 décembre 1998, précitée.

Il reste toutefois que l'économie de l'article 248quater, alinéa 4, commande que soit assurée la publicité de la liste des immeubles transférés. Or, comme le projet prévoit que la publication de l'arrêté établissant cette liste a pour effet, non pas de réaliser immédiatement ce transfert, mais de faire courir le délai de soixante jours à l'issue duquel le transfert des immeubles visés sera réalisé si les communes ou les zones de police pluricommunales n'y ont pas renoncé, la liste ainsi publiée ne reprendra pas les immeubles transférés, mais seulement ceux susceptibles de l'être.

Afin d'assurer une exécution correcte de l'article 248quater, précité, tel que modifié implicitement par l'article 135 de la loi-programme, il convient de prévoir la publication au Moniteur belge d'une double liste tant des immeubles à transférer que des immeubles effectivement transférés ¹, tel que suggéré dans l'observation formulée ci-après sous l'article 5.

Observations particulières

Dispositif

Article 1^{er}

A l'alinéa 2, dans un souci de sécurité juridique, il convient de remplacer les mots "de cet arrêté" par les mots "de l'arrêté visé à l'alinéa 1^{er}".

(1) Il ne serait certes pas extraordinaire que les tiers doivent s'enquérir eux-mêmes de la réalisation d'une condition à laquelle serait suspendue un transfert de propriété immobilière, sans qu'une publicité de la réalisation de cette condition ne soit assurée. Ainsi la loi hypothécaire ne prévoit pas en principe qu'une telle réalisation soit sujette à transcription. C'est l'économie de l'article 248quater, § 1^{er}, alinéa 4, qui requiert que soit assurée la publicité du transfert proprement dit, et non seulement celle de la liste de biens susceptibles d'être transférés si les communes ou les zones de police y consentent.

Article 2

1. En vertu de l'article 248quater, § 1^{er}, alinéa 2, de la loi du 7 décembre 1998, précitée, le "mécanisme de correction" doit assurer un traitement équitable entre les communes.

Le mécanisme prévu par l'article 2 tend en substance à comparer la valeur des immeubles transférés aux communes ou aux zones de police pluricommunales d'une part, et le coût d'hébergement des fonctionnaires fédéraux transférés à la police locale, d'autre part.

La valeur des terrains n'est pas prise en compte dans le mécanisme de correction. La question se pose de savoir si cette omission ne risque pas de créer une discrimination entre les communes et les zones de police pluricommunales, selon qu'elles reçoivent ou non des immeubles en suffisance.

2. Par ailleurs, n'apparaît pas non plus justifiée à première vue la raison pour laquelle seuls les fonctionnaires fédéraux "opérationnels" sont pris en compte pour le calcul du coût d'hébergement, alors que l'article 248quater, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, prévoit le transfert des biens immeubles nécessaires à l'hébergement des fonctionnaires fédéraux déplacés à la police locale, sans distinction entre le corps opérationnel et le corps administratif et logistique.

3. L'alinéa 2 prévoit que, si le montant calculé conformément à l'alinéa 1^{er} est positif, il devra être payé annuellement par les communes ou les zones de police pluricommunales "dans les trois mois suivant la réception ² ... de la déclaration de créance concernée". Le projet ajoute :

"Si le paiement n'a pas eu lieu dans ce délai, le montant sera retenu de la prochaine dotation qui est accordée à la commune ou zone de police pluricommunale."

(2) Dans le texte français du projet, il est écrit "la réception par le gestionnaire du Fonds de la déclaration de créance concernée". Il ne convient pas de prévoir que la réception de la déclaration de créance soit le fait du gestionnaire du fonds, dès lors que c'est l'Etat qui est, en l'occurrence, le créancier.

Compte tenu de leur objet différent, une telle compensation entre une recette et une dépense budgétaire n'est pas admissible.

4. Elle l'est d'autant moins que les montants dus par les communes ou les zones de police pluricommunales constituent des recettes affectées au Fonds visé à l'article 135 de la loi-programme et doivent permettre, principalement, de payer les montants dus aux communes ou aux zones de police pluricommunales pour lesquelles le montant calculé conformément à l'alinéa 1^{er} est négatif.

L'alinéa 3 prévoit, en effet, que si le montant calculé conformément à l'alinéa 1^{er} est négatif, il sera "payé annuellement ...par le Fonds (créé par l'article 135 de la loi-programme du 2 août 2002)".

En vertu de l'article 45 des lois coordonnées sur la comptabilité de l'Etat, il ne peut être pris d'engagement ou d'ordonnancement à charge d'un fonds budgétaire au-delà du crédit disponible qu'il présente, lequel est constitué des recettes perçues de l'année en cours augmenté du crédit disponible reporté à la fin de l'année budgétaire précédente.

Il en résulte que, si le Fonds n'est pas alimenté à suffisance, les communes bénéficiaires du mécanisme de correction pourraient ne pas recevoir la totalité de ce qu'il leur serait dû.

Il y a lieu, du reste, d'observer que ce défaut d'alimentation suffisante pourrait survenir même si le mécanisme de compensation prévu à l'alinéa 2 était omis. Les recettes prévues ne sont, en effet, pas garanties : elles sont, pour une partie au moins, tributaires de l'attitude des communes ou des zones de police pluricommunales chargées de l'alimenter.

Par conséquent, en prévoyant que les montants dus aux communes le seront exclusivement par le Fonds, le projet risque de créer une discrimination injustifiée entre les zones de police, dès lors que celles qui se voient attribuer des immeubles en suffisance ou au-delà de ce qui est en théorie nécessaire pour héberger les fonctionnaires fédéraux transférés, bénéficient exclusivement de droits patrimoniaux définitivement

.../...

acquis - moyennant paiement d'une compensation - tandis que celles qui sont censées bénéficier du mécanisme de correction ont un droit qui dépend des sommes versées au fonds.

L'application du mécanisme de correction pourrait ainsi conduire à des iniquités.

Article 3

L'article 135 de la loi-programme du 2 août 2002 prévoit que les recettes du "fonds d'exécution du mécanisme de correction créé lors du transfert d'immeubles de l'ancienne gendarmerie aux communes et les (lire : aux) zones de police pluricommunales" est alimenté par "les paiements par les communes et les zones de police pluricommunales suite à l'application du mécanisme de correction institué à l'occasion du transfert des immeubles de l'ancienne gendarmerie aux communes et les (lire: aux) zones de police pluricommunales, du produit de la vente des immeubles délaissés par les communes et les zones de police pluricommunales et du loyer que les communes et les zones de police pluricommunales paient pour l'occupation temporaire d'immeubles qu'elles ont cédé (lire : cédés) lors de leur transfert."

Ces recettes ne comprennent pas le versement de la valeur vénale des immeubles délaissés par les communes ou les zones de police pluricommunales et que la Régie des Bâtiments "souhaiterait garder comme propriété de l'Etat".

L'alinéa 5 qui est dépourvu de base légale doit, dès lors, être omis.

Article 5

En vertu de l'article 248quater, § 1^{er}, alinéa 4, précité, la liste des biens immeubles à transférer est fixée par un arrêté royal délibéré en Conseil des ministres.

Le projet ne peut donc attribuer à un ou plusieurs ministres le pouvoir de déroger à la liste des biens effectivement transférés.

.../...

Si l'auteur du projet entend permettre aux communes de demander des modifications à la liste des biens à transférer préétablie par le Conseil des ministres, une solution pourrait être de joindre au présent arrêté un projet de liste; les communes pourraient soit faire part dans un délai déterminé qu'elles renoncent aux immeubles qui y sont visés, soit demander une modification de cette liste. Ensuite la liste ainsi modifiée et ne reprenant que les immeubles effectivement transférés pourrait faire l'objet de l'arrêté royal visé à l'article 248quater, § 1^{er}, alinéa 4, précité. Cette manière de procéder permettrait également de rencontrer l'observation générale.

Observations de forme

Le texte néerlandais du projet devrait être revu puisqu'il présente des fautes de correction de la langue et des dérogations aux formules de légistique. En plus, le projet contient des discordances entre les versions française et néerlandaise. C'est sous réserve des observations de fond précédentes et à titre d'exemple que sont faites, ci-dessous, quelques propositions de texte ou observations :

Intitulé

Selon Van Dale, Groot Woordenboek der Nederlandse Taal, le terme "inhuring" signifie "verlenging van huur". Par conséquent, l'intitulé serait plus correct s'il était rédigé comme suit : "Koninklijk besluit tot regeling van de voorwaarden en wijze van overdracht van de eigendom van ... gebouwen van de Staat naar ... meergemeentepolitiezones, tot regeling van de wijze van bepaling van de correctiemechanismen en tot vastlegging van de principes voor het door de gemeenten of meergemeentepolitiezones dragen van de kosten van huur".

Article 2

L'alinéa 1^{er}, deuxième phrase, devrait être rédigé comme suit :

"Gedurende 20 jaar met ingang van het jaar 2003 ontvangen de gemeenten en meergemeentepolitiezones van het Fonds, of betalen ze aan het Fonds opgericht door artikel 135 van de programmawet van 2 augustus 2002 met toepassing van artikel 248quater van de wet van ... en artikel 45 ... Rijkscomptabiliteit ... volgens de formule : ...".

A l'alinéa 2, seconde phrase, il y a une discordance entre la version néerlandaise "de ... schuldvordering vanwege de beheerder ..." et la version française "... la réception par le gestionnaire ... de la déclaration de créance ...".

Article 3

A l'alinéa 1^{er}, il faudrait écrire : "... ingaande op de datum van kennisgeving van de afstand, het gebouw en ... niet van de Staat verkrijgen voor een bedrag ... het voorlaatste lid van artikel 2.".

Algemene opmerking

Artikel 248quater, § 1, eerste lid, van de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus, bepaalt het volgende :

"De onroerende goederen, eigendom van de Belgische Staat en beheerd door de Regie der Gebouwen (administratieve en logistieke gebouwen en hun terreinen), die noodzakelijk zijn voor de huisvesting van de federale ambtenaren die (...) naar de lokale politie worden overgeheveld, worden geheel of gedeeltelijk overgedragen aan de gemeenten of meergemeentepolitiezones waarin de betreffende onroerende goederen zijn gelegen."

In het vierde lid van dezelfde paragraaf staat dat "de lijst van de over te dragen onroerende goederen wordt vastgesteld bij een in Ministerraad overlegd koninklijk besluit en bekend gemaakt in het Belgisch Staatsblad. Deze bekendmaking maakt de overdracht tegenstelbaar aan derden zonder enige andere formaliteit".

Uit het in onderlinge samenhang lezen van deze twee leden lijkt opgemaakt te kunnen worden dat de eigendomsoverdracht onmiddellijk geschiedt door het uitvaardigen van het koninklijk besluit waarbij de lijst van de onroerende goederen wordt vastgesteld, en dat de bekendmaking daarvan tot gevolg heeft dat die overdracht tegengeworpen kan worden aan derden.

In het ontworpen besluit staat echter dat de overdracht plaatsvindt onder de opschortende voorwaarde dat de gemeenten en de meergemeentepolitiezones daarvan geen afstand doen binnen een termijn van zestig dagen na de datum waarop het besluit is bekendgemaakt.

Daaruit volgt dat de overdracht van de betrokken onroerende goederen niet ambtshalve geschiedt, maar onder een zuiver potestatieve voorwaarde zijdens de gemeente.

Ook al lijkt die bepaling op het eerste gezicht niet echt verenigbaar met de genoemde bepalingen van artikel 248quater, ze lijkt niettemin aanvaardbaar te zijn, aangezien daarin impliciet is voorzien bij artikel 135 van de programmawet van 2 augustus 2002. Deze bepaling roept immers een begrotingsfonds in het leven, dat onder

meer gestijfd wordt met "de opbrengst van de verkoop van gebouwen waarvan de gemeenten en de meergemeente politiezones afstand hebben gedaan" en met de "huur die de gemeenten en de meergemeente politiezones betalen voor het tijdelijk gebruik van gebouwen waarvan ze afstand gedaan hebben bij de overdracht ervan" met toepassing van artikel 248quater van de genoemde wet van 7 december 1998.

Dat neemt echter niet weg dat, gezien de opzet van artikel 248quater, vierde lid, de bekendmaking van de lijst van overgedragen onroerende goederen moet plaatsvinden. Aangezien het ontwerp echter bepaalt dat de bekendmaking van het besluit waarbij die lijst wordt vastgesteld tot gevolg heeft, niet dat die overdracht onmiddellijk plaatsvindt, maar dat de termijn van zestig dagen ingaat na het verstrijken waarvan de overdracht van de betrokken onroerende goederen een feit is als de gemeenten of de meergemeentepolitiezones daarvan geen afstand hebben gedaan, zullen op de aldus bekendgemaakte lijst niet de overgedragen onroerende goederen staan, maar alleen de goederen die kunnen worden overgedragen.

Om ervoor te zorgen dat het genoemde artikel 248quater, zoals het stilzwijgend gewijzigd is bij artikel 135 van de programmawet, correct ten uitvoer wordt gelegd, dient bepaald te worden dat in het Belgisch Staatsblad een dubbele lijst wordt bekendgemaakt van zowel de over te dragen onroerende goederen als de daadwerkelijk overgedragen onroerende goederen³, zoals voorgesteld wordt in de hierna geformuleerde opmerking bij artikel 5.

(3) Het zou voorzeker niet uitzonderlijk zijn dat derden zelf moeten nagaan of een bepaalde opschortende voorwaarde omtrent overdracht van onroerend goed vervuld is, zonder dat aangaande het vervuld zijn van de voorwaarde enige bekendmaking geschiedt. Zo bijvoorbeeld bepaalt de hypotheekwet in beginsel niet dat het vervuld zijn van de voorwaarde moet worden opgetekend. Krachtens de opzet van artikel 248quater, § 1, vierde lid, is het dat gezorgd moet worden voor bekendmaking van de eigenlijke overdracht, en niet alleen krachtens de opzet van de lijst van goederen die kunnen worden overgedragen als de gemeenten of de politiezones daarmee instemmen.

Bijzondere opmerkingen

Dispositief

Artikel 1

Ter wille van de rechtszekerheid moeten in het tweede lid de woorden "van dit besluit" vervangen worden door de woorden "van het in het eerste lid bedoelde besluit".

Artikel 2

1. Krachtens artikel 248quater, § 1, tweede lid, van de genoemde wet van 7 december 1998 moet het "correctiemechanisme" zorgen voor een gelijke behandeling van de gemeenten.

Het mechanisme waarin artikel 2 voorziet, strekt hoofdzakelijk tot vergelijking van enerzijds de waarde van de onroerende goederen die aan de gemeenten of de meergemeentepolitiezones worden overgedragen, en anderzijds de kosten voor de huisvesting van de federale ambtenaren die naar de lokale politie worden overgeheveld.

De waarde van de gronden wordt niet in aanmerking genomen in het correctiemechanisme. De vraag rijst of daardoor geen discriminatie in het leven wordt geroepen tussen de gemeenten en de meergemeentepolitiezones, naargelang ze al dan niet voldoende onroerende goederen krijgen.

2. Bovendien lijkt het op het eerste gezicht ook niet gewettigd dat alleen "operationele" federale ambtenaren in aanmerking worden genomen om de kosten van huisvesting te berekenen, terwijl artikel 248quater, § 1, eerste lid, voorziet in de overdracht van de onroerende goederen die nodig zijn voor de huisvesting van federale ambtenaren die overgeheveld worden naar de lokale politie, zonder onderscheid tussen het operationele korps en het administratieve en logistieke korps.

.../...

3. Het tweede lid bepaalt dat, indien het overeenkomstig het eerste lid berekende bedrag positief is, de gemeenten of de meergemeentepolitiezones dat bedrag jaarlijks moeten betalen "binnen de 3 maanden na ontvangst van de betreffende schuldvordering" ⁴. Het ontwerp gaat voort als volgt :

"Indien de betaling binnen deze termijn niet is gebeurd zal het bedrag worden afgehouden van de eerstvolgende dotatie die aan de gemeente of meergemeentepolitiezone wordt toegekend."

Aangezien ze een ander doel hebben, kan zulk een verrekening tussen een begrotingsontvangst en een begrotingsuitgave niet worden toegestaan.

4. Die verrekening kan des te minder worden aanvaard daar de bedragen die door de gemeenten of de meergemeentepolitiezones verschuldigd zijn, ontvangsten vormen bestemd voor het Fonds genoemd in artikel 135 van de programmawet en hoofdzakelijk dienen om de bedragen uit te betalen die verschuldigd zijn aan de gemeenten of meergemeentepolitiezones waarvoor het overeenkomstig het eerste lid berekende bedrag negatief is.

In het derde lid staat immers dat, indien het overeenkomstig het eerste lid berekende bedrag negatief is, dat bedrag jaarlijks zal worden uitbetaald door het Fonds (opgericht bij artikel 135 van de programmawet van 2 augustus 2002).

Krachtens artikel 45 van de gecoördineerde wetten op de Rijkscomptabiliteit mag geen vastlegging of ordonnancering worden gedaan ten bezware van een begrotingsfonds boven het op dit fonds beschikbare krediet. Dat beschikbare krediet bestaat uit de ontvangsten geïnd tijdens het lopende jaar, vermeerderd met het op het einde van het vorige begrotingsjaar overgedragen beschikbare krediet.

⁽⁴⁾ In de Franse tekst van het ontwerp staat "la réception par le gestionnaire du Fonds de la déclaration de créance concernée". Er is geen reden om te bepalen dat de schuldvordering wordt ontvangen door de beheerder van het Fonds, aangezien in casu de Staat de schuldeiser is.

Hieruit volgt dat als het Fonds onvoldoende middelen krijgt, de gemeenten die in aanmerking komen voor het correctiemechanisme misschien niet het volledige bedrag zullen krijgen dat hen verschuldigd is.

Voorts moet worden opgemerkt dat het gebrek aan voldoende middelen zich zelfs kan voordoen als het verrekeningsmechanisme genoemd in het tweede lid achterwege blijft. De in het vooruitzicht gestelde ontvangsten zijn immers niet gewaarborgd: ze zijn, op zijn minst gedeeltelijk, afhankelijk van de houding van de gemeenten of de meergemeentepolitiezones die het fonds moeten stijven.

Door te bepalen dat de bedragen die aan de gemeenten verschuldigd zijn, alleen verschuldigd zijn door het Fonds, dreigt het ontwerp bijgevolg een onrechtvaardig onderscheid te maken tussen de politiezones, aangezien die welke voldoende onroerende goederen voor de huisvesting van overgehevelde federale ambtenaren krijgen toegewezen of meer dan daartoe theoretisch noodzakelijk is, uitsluitend in aanmerking komen voor definitief verkregen vermogensrechten - op voorwaarde dat een vergoeding wordt betaald - terwijl die welke die geacht worden in aanmerking te komen voor het correctiemechanisme een recht hebben dat afhangt van de bedragen die in het Fonds zijn gestort.

Toepassing van het correctiemechanisme kan aldus tot onbillijkheid leiden.

Artikel 3

Artikel 135 van de programmawet van 2 augustus 2002 bepaalt dat het "fonds tot uitvoering van het correctiemechanisme ingesteld bij de overdracht van de ex-rijkswachtgebouwen aan de gemeenten en de meergemeentepolitiezones" gestijfd wordt met "de betalingen door de gemeenten en de meergemeentepolitiezones ingevolge de toepassing van het correctiemechanisme ingesteld naar aanleiding van de overdracht van de ex-rijkswachtgebouwen aan de gemeenten en de meergemeentepolitiezones, de opbrengst van de verkoop van gebouwen waarvan de gemeenten en de meergemeentepolitiezones afstand hebben gedaan en de huur die de gemeenten en de

meergemeentepolitiezones betalen voor het tijdelijk gebruik van gebouwen waarvan ze afstand gedaan hebben bij de overdracht ervan."

Die ontvangsten omvatten niet de storting van de verkoopwaarde van de onroerende goederen waarvan de gemeenten of de meergemeentepolitiezones afstand hebben gedaan en die de Regie der Gebouwen "als staatseigendom wenst te behouden".

Het vijfde lid, dat geen rechtsgrond bezit, moet dus vervallen.

Artikel 5

Krachtens het genoemde artikel 248quater, § 1, vierde lid, wordt de lijst van de over te dragen onroerende goederen bepaald bij een koninklijk besluit vastgelegd na overleg in de Ministerraad.

Het ontwerp kan de bevoegdheid om af te wijken van de lijst van de werkelijk overgedragen goederen dus niet aan één of meer ministers overdragen.

Als de steller van het ontwerp de gemeenten de mogelijkheid wil geven om wijzigingen te vragen in de vooraf door de Ministerraad vastgestelde lijst van over te dragen goederen, zou het een oplossing kunnen zijn om bij het onderhavige besluit een ontwerprijst te voegen. De gemeenten zouden ofwel binnen een bepaalde termijn kunnen meedelen dat ze afstand doen van de daarin genoemde onroerende goederen, ofwel een wijziging van die lijst kunnen aanvragen. Vervolgens zou de aldus gewijzigde lijst die alleen de werkelijk overgedragen onroerende goederen bevat, kunnen worden vastgelegd in het koninklijk besluit genoemd in het voormelde artikel 248quater, § 1, vierde lid. Op die manier zou ook kunnen worden tegemoetgekomen aan de algemene opmerking.

Vormopmerkingen

De Nederlandse tekst van het ontwerp zou moeten worden herzien omdat er fouten in voorkomen tegen het correcte taalgebruik en afwijkingen van de

.../...

wetgevingstechnische formulieren. Voorts zijn er in het ontwerp discrepanties tussen de Nederlandse en de Franse tekst. Onder voorbehoud van de voorgaande inhoudelijke opmerkingen worden bij wijze van voorbeeld hierna enige tekstvoorstellen gedaan of opmerkingen gemaakt :

Opschrift

Volgens Van Dale, Groot Woordenboek der Nederlandse Taal, betekent "inhuring" verlenging van huur. Het opschrift zou dan ook correcter zijn in de volgende lezing : "Koninklijk besluit tot regeling van de voorwaarden en wijze van overdracht van de eigendom van ... gebouwen van de Staat naar ... meergemeentepolitiezones, tot regeling van de wijze van bepaling van de correctiemechanismen en tot vastlegging van de principes voor het door de gemeenten of meergemeentepolitiezones dragen van de kosten van huur".

Artikel 2

Het eerste lid, tweede volzin, zou aldus gesteld moeten worden :

"Gedurende 20 jaar met ingang van het jaar 2003 ontvangen de gemeenten en meergemeentepolitiezones van het Fonds, of betalen ze aan het Fonds opgericht door artikel 135 van de programmawet van 2 augustus 2002 met toepassing van artikel 248quater van de wet van ... en artikel 45 ... Rijkscomptabiliteit ... volgens de formule : ...".

In het tweede lid, tweede zin, is er een discrepantie tussen de Nederlandse tekst "de ... schuldvordering vanwege de beheerder ..." en de Franse tekst "... la réception par le gestionnaire ... de la déclaration de créance ...".

Artikel 3

In het eerste lid schrijve men: "... ingaande op de datum van kennisgeving van de afstand, het gebouw en ... niet van de Staat verkrijgen voor een bedrag ... het voorlaatste lid van artikel 2."

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs
de Heren

Y. KREINS,

président de chambre,
kamervoorzitter,

Madame
Mevrouw

J. JAUMOTTE,
M. BAGUET,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

Monsieur
de Heer

J. van COMPERNOLLE,

assesseur de la section de législation,
assessor van de afdeling wetgeving,

Madame
Mevrouw

B. VIGNERON,

greffier,
griffier.

Le rapport a été présenté par M. L. DETROUX, auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée par M. M. JOASSART, référendaire adjoint.

Het verslag werd uitgebracht door de H. L. DETROUX, auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld door de H. M. JOASSART, adjunct-referendaris.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J. JAUMOTTE.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. JAUMOTTE.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRÉSIDENT - DE VOORZITTER,

B. VIGNERON

Y. KREINS